

Pendant que le géant asiatique mène son économie à un train d'enfer, ses paysans meurent sous les effets de pollutions démentielles. Reportage.

DE NOTRE CORRESPONDANT À PÉKIN, LUC RICHARD

Gris. Tout est gris. Les habitants du village de Dongliying, dans la province du Henan, vivent, comme la majorité des ruraux du district de Shenqiu, dans une misère accentuée par l'industrialisation forcenée de ces dernières décennies. Des villages uniformes se succèdent dans un paysage monotone, haché par les cheminées d'usine. La pollution a repeint la nature en gris.

Mais, depuis le milieu des années 90, un autre fléau touche les paysans de Dongliying : la multiplication des cancers qui sont en train de décimer les villageois. Li Suping a 61 ans. Sa mauvaise santé l'empêche de fournir trop d'efforts et, à défaut de toute aide, c'est son beau-père, un vieillard de 85 ans, qui l'aide à cultiver son potager et prépare ses repas. Lorsque nous avons rencontré cette villageoise pour la première fois, en novembre 2004, elle veillait avec ses trois fils au chevet de son époux.

L'homme était mourant, il n'avait alors qu'une semaine de sursis. Son lit avait été placé par ses enfants dans l'entrée de la demeure, pour profiter un peu du soleil. Le sol était couvert de poussière de loess et de détritrus. Posés dans un coin, des outils simples pour labourer le sol à la force des bras. Au fond de la pièce, l'autel aux ancêtres et, à côté, une affiche aux couleurs vives du dieu de la Fortune.

En attendant la mort

Quand le mal se déclara, en 2003, le mari de Li Suping s'efforça d'abord d'ignorer la douleur. Celle-ci étant devenue insupportable, il consulta un médecin, qui recommanda des analyses approfondies. Leur coût exorbitant engloutit les maigres économies de la famille, mais leur délivra un diagnostic sans espoir : tumeur au cerveau et cancer du poumon. Le paysan rentra alors chez lui pour attendre la mort, au milieu des siens, impuissants et résignés.

Aujourd'hui, un ami de la famille compte sur ses doigts les cancéreux décédés ces derniers mois dans le voisinage : « neuf, dix, onze... ». Dans la cour, le

vieillard octogénaire nous montre le puits à pompe manuelle : voilà la source du mal. L'eau. L'eau qui tue lentement. L'eau qui charrie la mort à gros bouillons.

Ici, les petits écoliers assistent parfois à leurs cours avec des masques et des lunettes de soleil pour se protéger des émanations de la rivière proche, pestilentielle et ammoniacquée, qui irritent les bronches et rougissent les yeux. D'autres jours, il faut éviter de garer son vélo près d'un pont : en quelques heures, les effluves ont vite fait de ronger les parties ferreuses de la bicyclette qui se couvrent de rouille. La nature tout entière est frappée par les pluies acides, les étangs sont souillés. Mais le pire ne se voit pas : ce sont les nappes phréatiques, contaminées en profondeur par les métaux lourds et les agents chimiques. Manganèse, mercure, soufre et acide

L'eau des puits provoque tumeurs, cancers de l'œsophage ou du côlon, scléroses en plaques.

sulfurique s'y sont accumulés jusqu'à 60 m de profondeur et provoquent toute une série de maux chez les villageois qui boivent régulièrement l'eau des puits : tumeurs au

cerveau ou aux poumons, cancers de l'œsophage, du côlon ou du rectum, scléroses en plaques. Sans compter les maladies congénitales chez les enfants. Bien sûr, tous ne meurent pas de cancer. « Sur 2 200 habitants, 40 % sont malades, et de 70 % à 80 % des malades sont cancéreux », confirme le médecin du village, impuissant à soigner ses patients. Selon nos calculs, dans les villages alentour, plus de 5 000 personnes seraient déjà décédées de cancer. Mais chacun n'a d'autre choix que de boire l'eau contaminée des puits du village : les bonbonnes de 20 l d'eau purifiée, qui se vendent 5 yuans (0,50 €) pièce, sont trop chères pour des gens qui gagnent péniblement 200 € par an. Au mieux les réserve-t-on aux enfants. Et si de nombreux foyers possèdent un poste de télé, tous ou presque ont renoncé aux soins médicaux les plus élémentaires. Trop chers.

Ici, chacun sait que la pollution industrielle est en cause. En insistant un peu, les langues se délient, et les regards se tournent vers la rivière Shaying, qui coule à proximité. Celle-ci est un affluent de la Huai, un fleuve qui traverse quatre provinces et dont la pollution catastrophique ➤

► nécessita en 1994 un coûteux plan de sauvetage. Dix ans plus tard, la pollution n'a pas reculé ; au contraire, elle s'est aggravée. Officiellement, l'argent a bien été versé pour dépolluer. En réalité, il a été détourné par les potentats locaux. Les dirigeants, eux, ont laissé les usines polluer. Les subventions ayant été dilapidées, le problème « *n'existe plus* » pour les officiels. Et c'est ainsi que les « villages du cancer » sont devenus peu à peu des villages fantômes.

C'est le responsable d'une ONG environnementaliste locale qui nous a révélé la cause majeure de la pollution : une usine du groupe Lianhua, sise 30 km en amont et qui emploie presque 10 000 personnes. Toutes ses eaux usées, chargées de produits toxiques, sont déversées dans la rivière Shaying, sans avoir été préalablement traitées. La voilà, la cause majeure de la pollution cancérigène qui frappe la région de Shenqiu. A ce jour, les autorités locales n'ont jamais cherché à résorber la pollution. Et pour cause : bien qu'étant privée et cotée en Bourse, Lianhua appartient en quelque sorte au gouvernement. Son actionnaire majoritaire est un holding détenu par le gouvernement local et les autorités provin-



huo daishan



c. de silvevica

Mourant, ce paysan a été lentement contaminé par l'eau toxique de la nappe phréatique. Pendant ce temps, les autorités ferment les yeux sur l'accumulation de déchets en tout genre.

Des soulèvements populaires, de plus en plus fréquents et violents, ont lieu dans les campagnes.

ciales la financent à hauteur de plusieurs dizaines de millions d'euros. Tandis que Lianhua prospère et que les fonctionnaires-actionnaires locaux en touchent les dividendes, aucune enquête globale sur les effets de la pollution n'a encore été diligentée dans la région. Quant aux gêneurs, ils sont tenus en respect : le responsable de l'ONG qui nous a informés, sous garantie d'anonymat, a déjà été bastonné par des hommes de main pour avoir enquêté sur Lianhua ! Aujourd'hui encore, il est régulièrement menacé par les autorités locales. La police de Shenqiu a clairement signifié son allégeance lorsqu'elle nous a arrêtés pour nous être intéressés de trop près à ces questions.

Des centaines de sites

Le cas de Shenqiu et de Lianhua est emblématique de la gravité inédite de la dégradation de l'environnement : il existe des centaines de situations similaires dans tout le pays. Selon les autorités chinoises, les eaux souterraines sont impropres à la consommation pour un tiers de la population rurale, soit 300 millions de personnes ! Après cinquante ans de maoïsme dévastateur puis de productivisme débridé, le

pays possède aujourd'hui les sols, les eaux et l'air probablement les plus pollués de la planète. La plupart des situations illustrent l'imbrication du pouvoir économique et de la puissance publique. Quant à la croissance économique forcenée du pays, elle rend quasiment impossible une quelconque amélioration, même si des voix alarmistes s'élèvent à Pékin et si les ONG environnementalistes chinoises s'évertuent à tirer la sonnette d'alarme.

Des soulèvements populaires, de plus en plus fréquents et violents, ont lieu dans les campagnes. Au point d'inquiéter le Parti communiste chinois, qui alterne effets d'annonce (comme la création d'un « *PNB vert* », vite enterré), plans quinquennaux de dépollution et enveloppes budgétaires substantielles (175 milliards de dollars annoncés en juillet 2006). « *Insuffisant* », a froidement résumé le dernier rapport de l'OCDE sur l'environnement en Chine (novembre 2006). En octobre 2005, le

vice-ministre d'Etat de la Protection de l'environnement lui-même, Zhang Lijun, annonçait que le niveau de pollution général pourrait plus que quadrupler dans les quinze prochaines années.

Le problème, pour le consommateur occidental qui souhaite avant tout continuer à remplir son chariot en toute quiétude, c'est que l'internationalisation des catastrophes commence à le menacer lui aussi. La question des émissions de gaz liés au réchauffement climatique est la plus grave (lire l'encadré, ci-contre). Mais il y en a d'autres... Le 13 novembre 2005, une explosion dans une usine pétrochimique du Nord-Est chinois a été un temps cachée par les autorités. Quelques semaines plus tard, une nappe fluviale de benzène (un solvant extrêmement cancérigène), longue de 80 km, s'est répandue dans le fleuve Amour, menaçant directement la Russie, après avoir traversé d'importantes villes chinoises.

Quand la Chine invente le principe du « pollueur payé »...

La Chine voudrait remporter la mise sur tous les tableaux. Avec les uns, elle joue la carte de la « quatrième puissance économique mondiale ». Aux autres (les Africains, notamment), elle sort son joker « pays du tiers-monde ». Ainsi quand elle signe, en 1998, le protocole de Kyoto – traité international visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre qui seraient responsables du réchauffement climatique –, la Chine est classée comme pays en voie de développement (PVD). Du coup, alors qu'elle connaît une croissance effrénée, néfaste pour l'environnement, elle est exemptée de toute limitation dans ses émissions. Allez comprendre... Ce protocole de Kyoto dispose un mécanisme de financement pour aider les pays pauvres à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre par le biais d'une « bourse du carbone » (par allusion

au CO₂, principal gaz lié au réchauffement climatique). Pour résumer, les pays assignent des objectifs de réduction à leurs industries. Pour les atteindre, celles-ci peuvent diminuer effectivement leurs émissions ou bien acheter des « points carbone » à cette bourse pour financer des projets dans les pays en voie de développement. Ce mécanisme, qui parie sur un cercle vertueux, a vite trouvé ses limites. Très organisés, les Chinois ont proposé de nombreux « projets verts » aux Européens. Grâce à Kyoto, ils ont empoché une manne considérable pour restructurer leur secteur industriel. Ainsi, entre janvier 2005 et février 2006, la Chine a raflé la moitié des contrats proposés, devenant le plus gros bénéficiaire du système. Pour deux contrats seulement, conclus sous l'égide de la Banque mondiale, 930 millions de dollars lui ont été versés. Ces sommes servent

le plus souvent à moderniser des industries vétustes et très polluantes. Mais Pékin entend toutefois disposer à sa guise de ces crédits que le gouvernement n'hésite pas à taxer lourdement (65 %). Les nombreuses sociétés occidentales installées en Chine seraient les plus aptes à mettre en œuvre les objectifs de Kyoto. Mais, pour que les financements ne bénéficient pas aux firmes occidentales, une clause de sauvegarde instaurée par Pékin les réserve aux sociétés majoritairement chinoises. Autrement dit, plus la machine industrielle chinoise pollue l'atmosphère, plus elle est susceptible de recevoir des financements du contribuable occidental qui feront monter en puissance son appareil de production. Autant dire qu'à ce rythme-là elle n'est pas près de diminuer ses émissions de gaz polluants. Elle vient même de rafler aux Etats-Unis le titre de « plus gros pollueur mondial ».

C'est l'OCDE et l'AIE (l'Agence internationale pour l'énergie), deux organisations internationales, qui viennent de le révéler dans deux rapports alarmistes. En 2009, la Chine sera le plus gros émetteur de CO₂, une décennie plus tôt qu'annoncé. Voilà le paradoxe de Kyoto : la Chine, qui va bientôt apparaître comme le premier responsable du réchauffement climatique, est aussi dispensée de toute restriction. Les prévisions des deux organismes sont simples : le quadruplement de son PNB, prévu d'ici à 2020, va multiplier d'autant sa consommation d'énergie, et donc ses rejets de CO₂. Lors de la récente conférence sur le climat de Nairobi, la délégation chinoise, arguant que toute limitation serait un frein à la croissance, a annoncé que son pays ne changera pas de politique lorsqu'un nouveau traité succédera à celui de Kyoto, après 2012. Au moins, c'est clair ●

Les pluies acides, filles du dioxyde de soufre rejeté par la combustion du charbon, intoxiqueraient la production agricole d'un tiers des fermes du pays et déborderaient largement les frontières du pays. Des nuages géants de poussières jaunes, mélange de sable et de pollution industrielle, envahissent régulièrement les atmosphères de la Corée, du Japon et de la Côte ouest des Etats-Unis, menaçant la santé de leurs habitants. Or, mondialisation oblige, les économies de ces pays et de la Chine sont fortement interdépendantes. La boulimie chinoise de matières premières commence à provoquer des désastres écologiques partout dans le monde : l'importation massive de bois entraîne la disparition de millions d'hectares de forêts en Sibérie, en Océanie et en Afrique. Mais il faut savoir que 70 % des meubles fabriqués en Chine avec ce bois sont destinés à l'exportation, surtout vers l'Occident.

Ni le coût social, ni le coût environnemental du « made in China » n'apparaîtront jamais sur les étiquettes.

En deux décennies, la Chine s'est imposée comme l'usine du monde pendant qu'à l'Ouest les néolibéraux célébraient la « mondialisation heureuse ». Le consommateur occidental était amené à acquérir des marchandises bon marché, *made in China*, alors que la courbe ascendante du chômage suivait celle des délocalisations. Mais chaque chose a un prix, et la facture promet d'être douloureuse. Le coût réel de ces marchandises n'apparaîtra jamais sur l'étiquette : ni le coût social d'un jouet fabriqué par des jeunes paysannes chinoises

qui travaillent à la chaîne soixante-dix heures par semaine pour un salaire de 80 € par mois ; ni le coût environnemental des émissions de gaz nocifs libérés par les centrales thermiques au charbon qui fournissent 70 % de l'électricité du pays, donc l'énergie nécessaire à l'industrie chinoise. En revanche, l'absence de traitement des déchets résultant de la fabrication de ces marchandises continue, lui aussi, à maintenir les bas coûts dont on se réjouit tant en Occident.

Un conseil : la prochaine fois, en ouvrant une boîte de raviolis ou en mettant un plat surgelé au micro-ondes, regardez l'étiquette et cherchez le code E621. Il désigne le glutamate monosodique, un agent de sapidité. C'est le produit phare de l'usine du groupe Lianhua, dont il est question plus haut. Dans sa catégorie, cette usine est la plus grosse de la planète. Et elle exporte sa production dans le monde entier. En toute impunité ● L.R.